

## Lettre ouverte sur la prolongation de la période de transition des pays les moins avancés

25 mai 2021

Ambassadeur Dagfinn Sørli,  
Président du Conseil des ADPIC

Ambassadeur Katherine Tai,  
Représentante des États-Unis pour le commerce

Commissaire Valdis Dombrovskis  
Commission européenne

Cher Ambassadeur Sørli, Ambassadeur Tai et Commissaire Dombrovskis,

Nous vous écrivons pour vous faire part de notre vive inquiétude face aux tentatives d'affaiblir et de saper la demande dûment motivée des pays les moins avancés (PMA) au Conseil des ADPIC de l'Organisation mondiale du commerce (IP/C/W/668) et à l'absence de progrès concernant cette demande.

Selon le Rapport 2020 sur les PMA de la CNUCED, les PMA sont actuellement confrontés à la pire crise économique de ces 30 dernières années en raison du COVID-19, qui prévoit également une baisse des niveaux de revenus, des pertes d'emplois généralisées et des déficits budgétaires croissants. Au moins 50 % des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent dans les PMA, et la crise actuelle de la COVID devrait plonger au moins 32 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté en 2020. Le rapport indique qu'"au moins 43 des 47 PMA connaîtront probablement une baisse de leur revenu par habitant" et que " Le déficit des comptes courants des PMA devrait se creuser, passant de 41 milliards de dollars (soit 3,8 % de leur PIB collectif) en 2019 à 61 milliards de dollars (soit 5,6 % de leur PIB) en 2020, valeur la plus élevée jamais atteinte"<sup>1</sup>.

Le rapport 2021 sur le financement du développement durable (FSDR) du groupe de travail inter-institutions des Nations Unies sur le financement du développement a révélé que "le COVID-19 pourrait conduire à une décennie perdue pour le développement, surtout dans les pays les moins avancés (PMA)"<sup>2</sup>.

La situation des PMA est très alarmante. En ce moment, les PMA ont besoin d'une flexibilité politique maximale. Même avant la crise du Covid-19, les PMA étaient confrontés à de graves contraintes, telles que la disponibilité limitée de main-d'œuvre qualifiée, les capacités de production, l'accès à l'enseignement secondaire, à l'électricité et l'accès à Internet. Les conditions de base pour bénéficier de la mise en œuvre complète des ADPIC sont pour la plupart absentes dans les PMA.

Le Covid-19 a aggravé la situation. Même les progrès limités réalisés dans le cadre des objectifs de développement durable devraient être annulés. Selon une étude de l'ONU, "la pandémie de Covid-19 menace non seulement de faire reculer les PMA de plusieurs années dans la réalisation des ODD sur la

---

<sup>1</sup><https://unctad.org/press-material/least-developed-countries-report-2020productive-capacities-new-decade>  
[Rapport 2020 sur les pays les moins avancés : Des capacités productives pour la nouvelle décennie | CNUCED \(unctad.org\)](#)

<sup>2</sup> Comprehensive Study on the Impact of COVID-19 on the Least Developed Country Category, APRIL 2021

pauvreté, la faim, la santé et l'éducation, mais elle exacerbe aussi les inégalités, compromettant davantage la réalisation de l'ODD5 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de l'ODD10 sur la réduction des inégalités".

Il souligne également que "la situation financière des PMA est devenue plus difficile, avec une baisse des IDE et des envois de fonds, et près de la moitié des PMA sont fortement menacés par le surendettement ou y sont déjà confrontés. La marge de manœuvre budgétaire limitée a fait que la réponse budgétaire à la pandémie de la plupart des PMA a été inadéquate".

Dans une telle situation, comment le Conseil des ADPIC de l'OMC, et en particulier les États-Unis et l'UE, peuvent-ils continuer à intimider les PMA ? C'est absolument inadmissible, surtout si l'on tient compte du fait que l'Art. 66.1 accorde aux PMA un droit automatique à une période de transition à la suite d'une demande dûment motivée de la part des PMA qui stipule que le "Conseil des ADPIC accordera, sur demande dûment motivée d'un pays moins avancé Membre, des prorogations de cette période."

Cependant, il est consternant de constater que plus de 6 mois après que la demande a été faite, alors que le monde traverse une crise sans précédent et que les plus vulnérables en subissent les pires conséquences, le Conseil des ADPIC de l'OMC n'a toujours pas accédé à la demande des PMA.

Les courtes périodes de transition accordées dans le passé se sont révélées inadéquates. Et il est clair que, maintenant plus que jamais, les PMA auront besoin que la période de transition se poursuive après qu'ils soient sortis de la catégorie des PMA, car les défis de développement exceptionnels auxquels ils sont confrontés se poursuivront même lorsqu'ils ne le seront plus. Nous rappelons également que la communauté internationale, par le biais des résolutions 59/209 du 20 décembre 2004 et 67/221 du 21 décembre 2012, a appelé à la poursuite des mesures spéciales et différenciées existantes après qu'ils soient sortis de la catégorie des PMA.

**Nous demandons aux Etats-Unis et à l'UE de soutenir d'urgence et sans équivoque la demande des PMA et au Conseil des ADPIC de l'OMC d'adopter le texte de décision proposé dans IP/C/W/668.**

cc: David Bisbee  
Charge d'affaires a.i.  
Mission des États-Unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce

cc: Mr. João Aguiar Machado  
Ambassadeur, Représentant permanent de l'Union européenne auprès de l'Organisation mondiale du commerce

Signataires :

**BAKI Landry**, Université Joseph KI ZERBO/ Ouagadougou, Burkina Faso

**BAKI Cyrille**, MAAHM Burkina, Burkina Faso

**BANCE Benjamin**, MROD/BF, Burkina Faso

**BANDRE Estelle**, Université Joseph Ki Zerbo, Burkina Faso

**BANHORO Bienvenu Yalabola**, Université Joseph Ki ZERBO/Club des Etudiants en Pharmacie du Burkina Faso, Burkina Faso

**BEN BARKA Najim**, IPSF/FAPH/AEP, Mali

**BIKIENGA Jeannette**, Université Joseph KI ZERBO, Burkina Faso

**BOINA Alida**, Etudiant en pharmacie, Burkina Faso

**BONKOUNGOU Dakiswende Djamila Octavie**, Université Joseph Ki Zerbo, Burkina faso

**CAMARA Moussa**, FESPAO, Côte d'Ivoire

**COMPAORE Elisabeth**, Association Shalom pour le monde (ASham), Burkina Faso

**COULIBALY Yaya**, Direction de la Pharmacie et du Médicament, Mali

**DABIRE Azaymbor Frédéric**, JEC Dano, Burkina Faso

**DAH Mambora Gwladys**, CEPHARM-BF/ Université Joseph Ki Zerbo/Burkina Faso

**FIAGAN David**, IPSF Togo

**GUEMBRE Adama**, Gouvernement jeunesse Burkina, Burkina Faso

**ILBOUDO Rodrigue**, Usta, Burkina Faso

**KANGAMBEGA Serge**, Etat de Ouagadougou, Burkina Faso

**KAGONE Ada Yasmine**, Nazi Boni, Burkina Faso

**KARAMA Wanhamā Ibrahim**, Mouvement de Réflexion sur les Opportunités de Développement du Burkina Faso, Burkina Faso

**KERE Abdou Shahid**, Université Joseph Ki Zerbo, Burkina Faso

**KIENDREBEOGO Aziiza**, AEP.Sn, Senegal

**KOUMBANTHY DORY Fatimè Zara**, USTA, Tchad

**MEL Claudia Armande**, Université félix houphouet boigny abidjan, Côte d'ivoire

**NACOULMA Eric**, MROD-BF, Burkina Faso

**NIANDE Karim**, Service de la santé, Burkina Faso

**NIKIEMA V. Anaëlle**, Université Joseph Ki Zerbo, Burkina Faso

**NIKIEMA Samiatou**, MROD-BF, Burkina Faso

**NIKIEMA W Bruno**, Faculté de pharmacie, Burkina Faso

**NOALI Boama Ezéchiël**, Mouvement de Réflexion sur les Opportunités de Développement du Burkina Faso (MROD-BF), Burkina Faso

**NOALI Prosper**, AJRAM-BF, Burkina Faso

**OUANGRAOUA Djaminatou**, Gouvernement jeunesse burkinabè/ université Joseph Ki Zerbo, Burkina Faso

**OUEDRAOGO Frank Lyonel Ouindyam**, Université joseph ki zerbo, Burkina Faso

**SAMADOULOGOU Délwendé René Séverin**, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

**SEGUEDA Salamata Aude bertille**, MROD-BF, Burkina faso

**SANOU Zeïnab**, AIESEC in Burkina Faso, Burkina Faso

**SANWIDI Adeline**, Université Joseph KI Zerbo, Burkina Faso

**SAWADOGO Téné**, Université Joseph Ki zerbo, Burkina Faso

**SAWADOGO Loetitia Flavie**, Université Joseph Ki zerbo, Burkina faso

**SAWADOGO Bibata**, Faculté de Pharmacie, Burkina Faso

**SIMPORE Abdoul karim**, Central d'Achat des Médicaments Essentiels Génériques, Burkina Faso

**SIMPORE Safiatou**, Yolse, Santé Publique et Innovation, Afrique francophone de l'Ouest et du Centre

**SINARE Ousmane**, WEDDINE EXPERTISE, Burkina Faso

**SY Assetou Mansour**, Université des sciences techniques et technologiques de Bamako, Mali

**SYLLA Ahmed**, Université Norbert Zongo, Burkina Faso

**TAPSOBA Djamila**, Gouvernement Jeunesse Burkina, Burkina Faso

**TERI Mariam**, Université de Ouagadougou, Burkina Faso

**TRAORE Ibrahim**, Université Joseph ki zerbo, Burkina Faso

**WANGRAWA Abdel-Aziz**, Université de Ouagadougou, Burkina Faso

**ZANGA Yascine**, MROD-BF, Burkina Faso

**ZONGO P Salifou**, Ministère de la sante, Burkina Faso

**ZONGO Abdoul kader**, Miki fashion, Burkina

**ZOMA Laeticia**, Université de Ouagadougou, Burkina Faso

**ZORE Benjamin**, MROD-BF, Burkina Faso